

Dépôt de motion

Conseil municipal du jeudi 6 avril 2023

Commentaires :

Notre pays connaît une crise politique et sociale majeure. Le projet de réforme du régime des retraites soulève une vaste et déterminée opposition populaire. Nous, élus locaux, ne pouvons demeurer indifférents à un projet brutal et injustifié de réforme des retraites qui aurait pour conséquences d'accentuer les inégalités sociales dans nos territoires, d'amplifier aigreur et désespérance envers la République ? la RES PUBLICA, la chose commune.

C'est le sens de l'adresse au gouvernement signée sous forme de pétition par plus de 500 élus seine-&-marnais de diverses sensibilités politiques.

Via Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, représentant local de l'État dans notre département, nous élus bacots adressons à Madame la Première ministre une motion identique* à la pétition précitée prouvant, tant sur la méthode que sur le fond, notre opposition vis-à-vis de cette réforme. Cette attitude, inhabituelle pour l'assemblée délibérante bacotte doit justement contribuer à alerter l'exécutif sur la profondeur et l'ampleur de l'opposition populaire à sa réforme.

L'adoption d'un tel projet par le recours à l'article 49.3 de la Constitution privant les députés, représentants directs du peuple, de vote sur le texte, ne peut qu'exacerber les tensions sociales et affaiblir la représentation nationale.

L'application du projet de loi face à l'opposition massive des forces productives de ce pays ne manquerait pas de susciter d'autres troubles politiques encore plus graves.

Nous ne pouvons esquiver nos responsabilités d'élus locaux. Cette motion vise à souligner notre attachement à la préservation du tissu social de notre Nation.

** la liste des villes seine-et-marnaises, lieux de manifestations a été actualisée dans la motion, version bacotte de la pétition.*

Texte de la motion bacotte :

Motion du conseil municipal de Bois-le-Roi
transmise à
M. le Préfet de Seine-et-Marne
pour
Mme la Première Ministre

***NOUS, ELUS DE BOIS-LE-ROI (77)** apportons notre soutien total à la mobilisation syndicale et populaire largement majoritaire dans le pays, contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite et contre l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour toucher une retraite à taux plein.*

Si elle devait être appliquée, cette réforme constituerait pour les habitants de nos villes et villages, notamment pour les agents du service public territorial, un recul social sans précédent avec des conséquences graves sur la vie quotidienne et la santé de ceux et celles qui consacrent leur temps à l'intérêt collectif et général.

NOUS DEMANDONS LE RETRAIT DE LA REFORME DES RETRAITES d'E. Macron et de son gouvernement : cette exigence est portée par des millions de manifestants en France, et dans de nombreux rassemblements dans notre département comme à Melun, à Fontainebleau, à Nemours, à Torcy, à Coulommiers, à Meaux et dans tant d'autres villes de toutes les régions.

Chacun mesure pour soi-même et ses proches les conséquences de cette réforme brutale et injuste qui vise au report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans contre 62 actuellement, allongeant la durée de cotisation à 43 ans, ainsi que la disparition des régimes spéciaux de retraite. Elle oblige les carrières longues à un allongement de la durée du travail alors que ces salariés ont droit à une retraite déjà bien méritée.

Cette réforme frappe de plein fouet tous les métiers à forte pénibilité, celles et ceux qui sont touchés par la précarité, notre jeunesse qui a tant de mal à entrer sur le marché du travail, les femmes qui perçoivent des salaires bien inférieurs à ceux des hommes et des retraites plus inférieures encore.

Dans notre département les mauvaises conditions de transport viennent s'ajouter à la journée de travail. Un tel report de l'âge de la retraite aggraverait, encore un peu plus, la qualité de vie des Seine-et-Marnais.

Nous sommes au côté de nos concitoyennes et concitoyens opposés à cette réforme. L'intervention des élus locaux dans ce débat de société est inédite et démontre la profondeur du débat de société que nous voulons, pour aujourd'hui et demain.

Pour toutes ces raisons, nous demandons au Gouvernement de retirer son projet de réforme.

Les annexes ci-dessous n'ont pas vocation à être transmises avec la motion aux autorités de l'État mais figurent ici pour la pleine information du Conseil municipal.

Annexe 1 : texte de la pétition portée par plus de 500 élus seine-et-marnais

NOUS, PARLEMENTAIRES, MAIRES ET ÉLUS-ES DE SEINE-ET-MARNE, apportons notre soutien total à la mobilisation syndicale et populaire, largement majoritaire dans le pays, contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite et contre l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour toucher une retraite à taux plein.

Si elle devait être appliquée, cette réforme constituerait pour les habitants de nos villes et villages, notamment pour les agents du service public territorial, un recul social sans précédent, avec des conséquences graves sur la vie quotidienne et la santé de celles et ceux qui consacrent leur temps à l'intérêt collectif et général.

NOUS DEMANDONS LE RETRAIT DE LA REFORME DES RETRAITES d'E. Macron et son gouvernement : cette exigence est portée par des millions de manifestants en France, et dans de nombreux rassemblements dans notre département comme à Melun, à Meaux et dans tant d'autres villes de toutes les régions.

Chacun mesure pour soi-même et ses proches, les conséquences de cette réforme brutale et injuste qui vise au report de l'âge légal de départ à la retraite

à 64 ans, contre 62 ans actuellement, allongeant la durée de cotisation à 43 ans, ainsi que la disparition des régimes spéciaux de retraite. Elle oblige les carrières longues à un allongement de la durée du travail alors que ces salariés ont le droit à une retraite, déjà bien méritée. Cette réforme frappe de plein fouet les métiers à forte pénibilité, celles et ceux qui sont les plus touchés par la précarité, notre jeunesse qui a tant de mal à entrer dans le marché du travail, les femmes qui perçoivent des salaires bien inférieurs à ceux des hommes et des retraites plus inférieures encore.

Dans notre département, les mauvaises conditions de transports viennent s'ajouter à la journée de travail. Un tel report de l'âge de la retraite aggraverait, encore un peu plus, la qualité de vie des Seine-et-marnais.

Nous sommes aux côtés de nos concitoyennes et concitoyens, opposés à cette réforme. L'intervention des élus locaux dans ce débat de société est inédite, et démontre la profondeur du débat de société que nous voulons, pour aujourd'hui et demain.

Pour toutes ces raisons, nous demandons au Gouvernement de retirer son projet de réforme.

Annexe 2 : revue de presse

- [HTTPS://ACTU.FR/POLITIQUE/SEINE-ET-MARNE-PLUS-DE-CINQ-CENTS-ELUS-SIGNENT-UNE-MOTION-CONTRE-LA-REFORME-DES-RETRAITES_57401448.HTML](https://actu.fr/politique/seine-et-marne-plus-de-cinq-cents-elus-signent-une-motion-contre-la-reforme-des-retraites_57401448.html)